

Un débat sur l'énergie qui s'annonce... Atomique !

Écrit par Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Rhône-Alpes
Mardi, 13 Novembre 2012 11:10

Le débat national sur l'énergie qui débute le 20 novembre et engagera dès 2013 la transition énergétique du pays commence sous de mauvais augures avec la désignation par le gouvernement des 5 membres du comité de pilotage.

Parmi eux l'ex présidente du directoire d'Areva Anne Lauvergeon ainsi que l'ancien administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et ancien Président du Conseil de Surveillance d'Areva Pascal Colombani* qui sont des partisans affirmés de l'énergie nucléaire.

Ces nominations sont inquiétantes pour le démarrage du débat public, et montrent une fois de plus la puissance de ce lobby dont un des arguments clefs est l'affichage du nucléaire comme une énergie "propre", décarbonée et renouvelable.

Autant dire qu'après le mauvais signal des annonces de la conférence environnementale (report de la fermeture de Fessenheim à 2016, poursuite de la construction de l'EPR), le gouvernement PS/EELV ne prend pas le chemin d'un débat démocratique sur le sujet et encore moins de remise en cause du programme électronucléaire. Rien de nouveau donc par rapport au Grenelle de l'environnement de la présidence Sarkozy : dans ce domaine comme dans le domaine économique, la majorité présidentielle poursuit la politique développée par les gouvernements précédents de droite.

Le maintien de l'énergie nucléaire confine notre pays à un choix de civilisation incompatible avec un mode de développement respectueux de l'humain et de la planète. Il révèle aussi un problème démocratique là où en France, comme ailleurs, les choix énergétiques devraient avant tout faire l'objet d'un large débat populaire.

Pour le Parti de Gauche et ses élus, l'heure n'est plus à la poursuite du programme électronucléaire français, coûteux néfaste et dangereux. L'urgence est à interroger nos besoins et nos consommations énergétiques. Ce débat sur la transition énergétique est indispensable. Celle-ci implique pour nous la sobriété et l'efficacité énergétiques permettant, avec l'essor des renouvelables, la sortie du nucléaire. C'est possible dans le cadre d'un véritable programme de planification écologique avec la création d'un pôle public de l'énergie qui permettrait, en plus de la mise en place d'une filière de production d'énergies renouvelables, de redonner aux citoyens la place qui est la leur dans les choix énergétiques nationaux et de reconquérir leur souveraineté énergétique. Le Parti de Gauche appelle aussi de ses vœux la mise en place d'un droit à l'énergie, incontournable pour mettre un terme à la précarité énergétique, avec la gratuité des premières tranches d'électricité.

De telles mesures sont une alternative sérieuse à la dérive libérale-austéritaire de l'Europe que suit l'actuel gouvernement et renforcent la nécessité d'une VI^e république débarrassée des jeux d'influences, des conflits d'intérêt néfastes à la démocratie.

Un débat sur l'énergie qui s'annonce... Atomique !

Écrit par Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Rhône-Alpes
Mardi, 13 Novembre 2012 11:10

* Notons que ce dernier est également président du conseil d'administration de Valeo, équipementier pour automobiles, et a été membre du conseil d'administration de l'Institut français du pétrole (IFP) de 2001 à 2006. Ceci rappelle que le lobby de l'énergie est une affaire de système et que ceux ci ne s'opposent pas forcément les uns aux autres, mais travaillent souvent en communauté d'intérêts, à la faveur d'institutions complaisantes.